

CHAPITRE I

LES ALLIÉS CONTRAINTS

La campagne de Russie est l'aboutissement d'une lente, mais certaine dégradation des relations franco-russes. Malgré les traités, les embrassades et les assurances mutuelles de soutien, les tensions n'ont jamais cessé entre Napoléon et le tsar. Face à la Russie, Napoléon ne peut être totalement sûr de ses alliés du moment, ennemis de la veille toujours prêts à relever la tête le moment venu. De la paix de Tilsit à Dresde, c'est une lente préparation du conflit à laquelle les deux camps s'emploient. Derrière la façade des déclarations d'amitié, le système continental bâti par Napoléon est déjà fragilisé.

LE ZÉNITH DE L'EMPIRE

À la veille du conflit, l'empereur des Français semble au sommet de sa gloire. Régnant sur 45 millions de sujets, il a bâti un empire qui compte 134 départements, avec les quatre départements catalans rattachés à cet ensemble au début de l'année 1812. Napoléon est empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, médiateur de la Confédération helvétique. Les terres sous la domination impériale s'étendent des côtes de la mer du Nord à la Méditerranée, englobent le Piémont, la Toscane et les Provinces illyriennes. La France napoléonienne contrôle la rive gauche du Rhin

et les villes de la Hanse. À l'Empire proprement dit, il faut ajouter les États satellites, alliés plus ou moins solides et fidèles, ou les trônes confiés à des membres de la famille Bonaparte. Le royaume de Naples, donné au beau-frère de l'Empereur, Murat, époux de sa sœur Caroline, le royaume de Westphalie, créé pour son frère Jérôme, le grand-duché de Varsovie, placé sous la tutelle du roi de Saxe, l'un de ses alliés les plus sûrs. Des principautés italiennes sont attribuées à ses sœurs : Elisa est grande-duchesse de Toscane, Pauline est duchesse de Guastalla. Ce sont encore quelque quarante millions d'hommes qui viennent ainsi s'ajouter à ses sujets.

Son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise en 1810 lui assure l'alliance autrichienne en même temps qu'il laisse la possibilité d'inscrire l'empire dans une continuité dynastique. Devenu gendre de l'empereur d'Autriche, petit-neveu de la reine Marie-Caroline des Deux-Siciles, Napoléon peut prétendre à l'appui d'un ensemble géographique plus vaste encore. Le traité de Vienne du 14 novembre 1810 a offert à la France une paix qu'elle attend depuis longtemps. Les alliances semblent solides : le mariage avec Marie-Louise a consacré les liens avec Vienne, Tilsit a noué une alliance franco-russe sur laquelle Napoléon compte beaucoup. Le roi du Danemark se montre un allié sûr. Quant à la Suède, c'est un maréchal de France, Jean-Baptiste Bernadotte, qui vient d'être choisi comme prince héritier, sous le nom de Charles-Jean, par le roi Charles XIII. L'empereur des Français croit pouvoir au moins compter sur sa neutralité.

L'Angleterre pâtit visiblement du Blocus continental, mis en place à partir de novembre 1806. Le débouché de l'Amérique du Sud sur lequel elle avait cru pouvoir compter en 1808 se révèle trop réduit et le manque de débouchés entraîne une crise de surproduction. La livre sterling est menacée et les premiers désordres sociaux se déclarent parmi les ouvriers. À cela s'ajoute la guerre avec les États-Unis, le 18 juin 1812, qui va peser lourdement sur le budget. On croit déjà à l'effondrement de la puissance anglaise.

La naissance d'un fils, Napoléon, qui a reçu le titre de roi de Rome, le 20 mars 1811, vient encore renforcer les assises du régime. L'héritier tant attendu inscrit le pouvoir des Bonaparte dans la durée. Au-delà

des réalités du pouvoir, l'arrivée de son fils comble l'Empereur de joie et de fierté paternelle. L'ordre règne, le pouvoir est assuré. Les institutions sont solides, les décisions appliquées par une administration efficace. La noblesse d'empire, créée en 1808 et ouverte au mérite pour les serviteurs de l'État, propose un modèle de récompense susceptible d'encourager les soutiens à un système certes autoritaire, mais où l'ascension est possible. À 43 ans, Napoléon peut se montrer satisfait de son œuvre. La saison des fêtes de l'hiver 1811-1812 est particulièrement brillante, elles viennent saluer un accomplissement : l'avenir semble plein de promesses. Les Français jouissent eux aussi de l'accalmie. « La France était heureuse », comme le résume Hortense de Beauharnais dans ses mémoires.

Derrière cette apparence de puissance et de stabilité, apparaissent cependant des signes de fragilité. Le Blocus est à double tranchant et affecte finalement la France dans la mesure où la production peine à se substituer à celle des Britanniques, dans l'empire comme dans le reste du continent. Napoléon était convaincu que le Blocus asphyxierait une économie britannique qu'il estimait dépendante de ses seules exportations en Europe. Toute une série de décrets, de 1806 à 1810, vient verrouiller les côtes et fermer les débouchés habituels des Anglais sur le continent. Mais la contrebande se développe, sur fond de spéculation. Les Anglais bénéficient encore de points d'appui sur les côtes, à Heligoland, à l'embouchure de l'Elbe ou bien encore à Salonique. L'interdiction de commerce est aisément contournée en Baltique comme en Méditerranée. Le respect du Blocus entraîne les Français dans des interventions militaires, des occupations, voire des annexions afin de contrôler directement les zones côtières. Le décret de Trianon, le 5 août 1810, annonce un durcissement du blocus continental et de la politique douanière : le Portugal, l'Espagne sur la façade atlantique et la Méditerranée, les rives allemandes de la mer du nord et de la Baltique sont concernés. Ainsi, en 1810, la Hollande, nominalement gouvernée par Louis, le frère de Napoléon, est en réalité annexée. Les villes hanséatiques connaissent le même sort, ainsi que le duché d'Oldenbourg. La longueur des côtes à surveiller laisse encore beaucoup d'espace à la contrebande qui sévit, et pas seulement en mer Baltique.

La Suède, dirigée par Bernadotte, devenu le fils adoptif et l'héritier du roi Charles XIII sous le nom du prince royal Charles-Jean, n'applique pas le blocus : le port de Göteborg, les possessions poméraniques de la Suède sont autant de lieux où les produits anglais peuvent entrer sur le continent.

Depuis l'été 1810, une crise bancaire touche l'empire. La maison Rodde, de Lübeck, qui spéculait sur le commerce colonial, fait faillite en septembre. Le cours du sucre et des produits coloniaux, comme les bois exotiques, s'effondre. À la suite de la banque de Lübeck, les milieux financiers parisiens sont touchés. Les banquiers voient leur activité se contracter et commencent à refuser les prêts. À cours de liquidités, les entrepreneurs tentent de vendre leurs biens immobiliers. L'offre augmente alors même que les possibilités d'achat sont réduites. Une spirale infernale se met en place et des milliers de maisons, de forges, de manufactures textiles et de fabriques d'armes doivent mettre la clé sous la porte. Le chômage ne cesse d'augmenter. Dans la Seine-Inférieure, 90 000 emplois sont touchés. Rien qu'à Paris, le nombre de chômeurs monte à 12 000.

La crise est à la fois industrielle et agricole. Les conditions météorologiques ne favorisent pas la reprise. Les étés humides des années 1810 et 1811 ne permettent pas de faire de bonnes récoltes. Les marchés ruraux se rétractent eux aussi. À tel point que la disette, que l'on croyait disparue depuis les épisodes de crises frumentaires de la Révolution, refait son apparition du fait des difficultés d'approvisionnement dans les grandes villes. L'Empire doit importer des céréales de l'espace germanique et de l'Italie. Le prix du blé grimpe en flèche. En mars 1812, on assiste pour la première fois depuis les années révolutionnaires à des émeutes frumentaire à Caen, Rennes et Charleville. Face à ces difficultés, Napoléon réagit de façon classique pour l'époque, c'est-à-dire selon le principe de non-intervention. Il fait d'abord un exemple en envoyant la troupe mater les habitants de Caen ; la répression est féroce : 8 condamnations à mort sont prononcées. Il s'efforce ensuite d'apaiser la population parisienne en imposant un maximum de prix sur le grain au printemps 1812, mais celui-ci n'a que peu d'effets. Quelques grands travaux sont décidés, sans que les conséquences sur l'emploi

ne soient sensibles. Le chômage continue de se développer, d'autres produits sont touchés par la hausse des prix, y compris des produits essentiels comme le bois de chauffage. Les rumeurs qui circulent de plus en plus à propos d'une guerre contre la Russie n'arrangent pas la situation et ne sont guère de nature à rassurer les milieux d'affaires. Les mouvements des troupes françaises rappelées de la péninsule Ibérique, les mouvements vers l'Allemagne ont de quoi inquiéter. Au mois de juin, la rente 5 % s'effondre.

Les événements tragiques de la campagne de 1812 vont occulter l'importance de cette crise dans les mémoires, mais il n'en reste pas moins que les Français abordent la campagne de Russie dans des conditions économiques peu favorables, pesant sur le budget de l'État comme sur l'état moral et physique de la population. Les élites sont moins unanimes qu'il n'y paraît dans leur soutien au régime. La noblesse d'Empire comme la bourgeoisie industrielle ont tout à gagner de la stabilité apportée par Napoléon, mais les commerçants ne peuvent que se plaindre des entraves que le Blocus fait subir à leurs affaires.

D'autres incertitudes planent sur l'Empire : l'Espagne reste un souci constant. Après avoir imposé son frère Joseph sur le trône espagnol en mai 1808, Napoléon n'a pas voulu voir dans les émeutes qui suivirent des signes de la mobilisation des masses espagnoles pour soutenir les Bourbons. Il n'a pas pris la pleine mesure de la force originale que représente le patriotisme ibéro-chrétien qui rassemble la population contre les Français et leurs alliés libéraux. Les 200 000 hommes de l'armée française peinent à faire face à la guérilla, appuyée par 50 000 Anglais commandés par Wellington et basés au Portugal.

D'autres terres d'Empire connaissent des mouvements de contestation. En Hollande, en Belgique et en Italie, l'impôt et la conscription sont de plus en plus difficilement acceptés. Les forces de l'ordre contiennent ces mouvements pour l'instant, mais l'avenir semble bien incertain. La conscription concernait près d'un tiers des jeunes gens, tant en France que dans les autres terres de l'Empire, rendant la main-d'œuvre rare. Si le consensus de l'impôt du sang n'est pas rompu, il devient de plus en plus précaire. Les besoins en hommes entraînent la baisse des critères de d'exemption et de réforme. Fixée à 1,54 mètre

en 1804, la taille minimale est abaissée à 1,48 mètre en 1811. Aussi, les réfractaires et les déserteurs se font plus nombreux ; les gendarmes n'arrivent pas à les traquer efficacement. Pour ceux qui ne voudraient ou ne pourraient prendre la fuite, une autre parade consiste à se marier puisque seuls les célibataires peuvent être immatriculés. Les unions fictives sont légion et il arrive même que de jeunes hommes épousent des femmes d'un âge avancé... Des médecins complaisants diagnostiquent la teigne ou l'ankylose du doigt. Certains appelés vont jusqu'à s'automutiler. Or à l'approche d'une éventuelle campagne contre la Russie, les levées successives sont de plus en plus lourdes : 55 000 hommes de la classe 1811 sont appelés, 120 000 hommes pour la classe 1812, auxquels il faut ajouter 100 000 hommes rappelés des classes 1807 à 1812. En mars 1812, la réorganisation de la Garde nationale permet de déguiser une levée supplémentaire.

UNE ALLIANCE BANCALE

Dans ce climat difficile, Napoléon pensait pouvoir compter sur l'alliance avec Alexandre I^{er}. Les relations avec la Russie se sont, semble-t-il, apaisées depuis la paix de Tilsit, qui mit fin à la campagne de Pologne entre la France et la Russie, après Austerlitz et Friedland. La rencontre d'Alexandre et de Napoléon sur un radeau au milieu du fleuve Niémen, les 25 et 26 juin 1807, avait donné lieu à d'importantes démonstrations d'amitié. Les deux souverains avaient fait assaut de séduction et d'amabilité lors de leur rencontre. L'accolade des deux empereurs, qui s'étaient échangé leurs décorations, le tsar recevant le grand-cordon de la Légion d'honneur, Napoléon ceignant l'écharpe de l'ordre de Saint-André, semblait augurer de rapports fraternels, fondés sur des intérêts communs. L'ennemi désigné de la France et de la Russie était l'Angleterre, ce qui était pour Napoléon un gage essentiel de la bonne entente avec le tsar. Suivirent quinze jours de discussions animées. La rencontre de Tilsit aboutit à la signature d'un traité d'alliance le 7 juillet 1807 ; les Britanniques étaient les principaux visés par ces accords.

L'alliance avec la Russie avait de quoi séduire Napoléon. L'Empire russe constituait l'extrémité orientale de l'Europe. Gouverné par un jeune empereur de trente-cinq ans, portant beau avec ses yeux bleus et ses cheveux châtain clair, malgré un début de calvitie et les premières manifestations d'une surdité précoce. Le tsar est un souverain autocrate, qui s'appuie sur une noblesse de service. Il est aussi chef de l'Église orthodoxe, ce qui renforce le caractère sacré de l'exercice du pouvoir. Celui que Catherine II, sa grand-mère, appelait « le sublime enfant » se montre toutefois souvent indécis, d'un tempérament volontiers mystique. S'allier à la Russie en 1807, c'était non seulement faire un choix réaliste sur le plan géopolitique, mais c'était aussi s'assurer le soutien d'une puissance en plein développement. Forte de près de 40 millions de sujets, renforcée encore par les partages successifs de la Pologne et par l'expansion vers la Crimée et la Caucase, la terre des tsars est à cheval entre Orient et Occident. Elle est une puissance agricole, appuyée sur une main-d'œuvre servile. La paysannerie constitue 85 % de la population. La bourgeoisie marchande et industrielle est encore embryonnaire, mais les industries, métallurgiques et textiles commencent à se développer ; la production annuelle de fonte dépasse les 160 000 tonnes.

Les années 1800 furent pour l'Empire de Russie des années de réformes profondes. Mais cette ère de renouveau n'a pas toujours donné les résultats escomptés et les espoirs du début du règne ont été déçus en bien des domaines. Avant Tilsit, plein d'une bonne volonté libérale, Alexandre s'était efforcé de doter son Empire de structures modernes et efficaces. En 1802, il avait créé des ministères, en remplacement des collèges mis en place par Pierre le Grand. Cependant ses velléités de conduire la monarchie à un système constitutionnel s'étaient heurtées à de nombreuses résistances. La période qui suit la signature du traité de Tilsit relance ce processus, mais celui-ci est encore freiné par la perspective de la guerre qui se renforce et finit par accaparer le tsar. L'homme qui conduit cet ambitieux programme de réformes après 1807 s'appelle Mikhaïl Speranski (1772-1839). D'origine modeste, il est entré au service de l'État en 1797. Remarqué pour son intelligence, il parvient dès 1802 au poste de secrétaire d'État au sein

du tout nouveau ministère des Affaires intérieures. Son plan vise haut. Il aboutit à la création d'un Conseil d'État en 1810. La même année est créé un ministère de la Police, dont l'organisation est inspirée du modèle français. Les mesures prises par Speranski contribuent aussi à accroître le budget de l'État. Si en 1807, l'on enregistrait un déficit de près de 49 millions de roubles, l'équilibre est à peu près retrouvé en 1812. Les rentrées fiscales sont passées de 121 millions à 300 millions de roubles. Cette augmentation se traduit aussi par une taxe sur les revenus de la noblesse, ce qui renforce le clan des ennemis des réformes.

Un an après Tilsit, à l'automne 1808, l'entrevue d'Erfurt, avec ses démonstrations chaleureuses, semblait confirmer les bonnes dispositions des relations franco-russes. Napoléon s'y rend avec les souverains vassaux, il joue à merveille son rôle d'hôte et organise des spectacles donnés par la Comédie Française, avec entre autres le tragédien François-Joseph Talma. Lors de la représentation d'*Œdipe*, pièce de Voltaire, les deux souverains se donnent la main pendant que l'on déclame : « L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux ». En coulisse toutefois, les tensions sont importantes et plus d'une fois Napoléon s'emporte.

Derrière l'affabilité du tsar, il faut deviner la situation d'un homme qui n'a pas d'autre choix que de se plier aux vues de Napoléon après la sévère défaite qu'il vient d'essuyer. Les batailles d'Austerlitz puis de Friedland ont contraint Alexandre à reconnaître la domination française sur le continent, tandis que la France accordait sa médiation dans le conflit qui oppose la Russie à l'Empire ottoman. La Russie promettait de son côté ses bons offices dans le cadre du conflit anglo-français. Elle s'engageait à déclarer la guerre au Royaume-Uni en novembre 1807 si aucune solution de paix n'avait été trouvée.

Les Russes regardent avec beaucoup de circonspection ces entrevues de Tilsit et d'Erfurt. Le lieutenant-colonel Denis Davydov, qui organisa des groupes de partisans contre Napoléon, écrit quelques années plus tard dans ses *Mémoires*, à propos de Tilsit : « 1812 était déjà parmi nous, sa baïonnette fichée dans le sang jusqu'à la bouche du fusil, son couteau planté jusqu'au coude. » De fait, l'aristocratie